Mardi, 11 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1er annee. — N° 99.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'UN DES RÉDACTEURS GÉRANT : ALPHONSE HERMANT.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène CARPENTIER.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLEON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

—

PARIS, 10 SEPTEMBRE 1849.

La mission initiatrice de la France est attestée par l'histoire. L'histoire de la France est une suite continue de combats et de sacrifices au profit du Peuple-humanité. Il est dans les destinées de cette nation de faire la première les expériences par lesquelles l'humanité est appelée à passer après elle.

Cette mission d'initiatrice est glorieuse, sans doute, mais elle a ses douleurs. La France, en acceptant les gloires de ce rôle, en a accepté les charges et les souffrances : toutes les conquêtes politiques dont jouit l'Europe depuis soixante années sont en grande partie son œuvre; mais elle les a chèrement payées. A la fin du dernier siècle nous la voyons proclamer le grand principe de la souveraineté du peuple. Les idées de liberté et d'égalité, grâce aux travaux de ses penseurs, étaient déjà, chez elle, répandues dans les esprits ; il ne s'agissait plus que de les faire passer dans les institutions. Une lutte suprême devenait imminente entre ce qui était et ce qui avait le droit d'être. La révolution engagea alors son immortel combat contre l'ancien monde, représenté par les trois grands pouvoirs du passé, la monarchie, le clergé, la noblesse. Ces trois pouvoirs dont l'esprit de vie s'était retiré depuis longtemps, durent, par suite de leur impuissance radicale et de leur inintelligence des nouveaux besoins de la société, succomber dans la lutte. Mais la résistance fut opiniâtre et désespérée de leur part ; elle ne recula même pas devant la honte et la trahison: elle arma la guerre civile, elle appela l'étranger à son secours contre la France révolutionnaire. Ce pacte avec l'étranger a consommé le déshonneur de la royauté, du clergé et de la noblesse. Leur résistance aveugle, qui n'admettait aucune transaction avec l'esprit nouveau, précipita leur chute et la changea en une catastrophe dont la Convention a accepté la sanglante responsabilité. Cependant la révolution de 89 leur avait fait des blessures profondes. En 1792 ils n'existaient déjà plus qu'à l'état de simulacre et de souvenir : la puissance politique était évidemment passée en d'autres mains, dans les mains légitimes du Peuple.

Tandis que la révolution accomplissait son grand œuvre en renversant l'ancien ordre politique, les Peuples de l'Europe, étonnés de ce qui se produisait en France, effrayés des fatals excès du pouvoir révolutionnaire, ne sentant pas encore en eux-mêmes le besoin de régénération qui travaillait si violemment notre société, durent naturellement se montrer peu sympathiques à un mouvement dont ils ne comprenaient ni l'urgence ni la portée. Leur ignorance d'ailleurs fut habilement exploitée par les hommes intéressés à maintenir l'ancien ordre de choses.

A la voix de leurs monarques ils se levèrent contre une révolution dont ils ne voyaient de loin que les excès. La France, en repoussant cette coalition tout aggressive, outre les rois, ses ennemis-nés, eut donc à lutter contre ceux-là mêmes qu'elle avait mission d'éclairer et d'affranchir. Elle dut combattre et vaincre ses alliés naturels. Ses armes vinrent alors en aide à ses idées : le sabre et la baïonnette, tels furent ses instruments pour labourer le terrain où elle allait semer les moissons de l'avenir. On peut donc dire que ses victoires furent encore plus utiles aux vaincus qu'à elle-même.

En effet, au rayonnement de sa gloire les Peuples s'éclairèrent ; le sentiment du droit politique, les idées de liberté, de nationalité et d'égalité se réveillèrent en eux au contact électrique de ses armées. Ils virent dans les rangs de ses soldats la démocratie réhabilitée, l'*égalité réalisée;* des hommes issus des dernières classes y occupaient des postes qui, jusqu'ici, avaient été le patrimoine exclusif de la naissance. Les préjugés avaient reculé devant la bravoure, le patriotisme, le mérite militaire ; on devait être l'enfant de ses œuvres et non le privilégié du hasard. Le Peuple avait fait son avénement à la vie politique ; le droit du génie avait remplacé le droit de l'hérédité.

La France fut admirablement secondée sous ce rapport par le plus grand capitaine de la Révolution. Napoléon, c'est la démocratie universelle faite autorité, c'est l'émancipation, la réhabilitation *universelle* et non exclusivement nationale, comme le voulaient tous les hommes d'Etat de la Révolution, sans en excepter Robespierre. Napoléon a fait sortir la politique extérieure de la France des étroites limites où ses devanciers avaient travaillé à l'enfermer. Il a compris et servi le génie de la France, ce génie de propagande désintéressée, ce génie d'expansion qui cherchera toujours à rayonner sur l'Europe, malgré l'égoïsme officiel de ses gouvernants.

Certes, Napoléon, l'homme du pouvoir par excellence, ne comprenait pas la liberté. Mais nul n'a eu plus que lui le sentiment inné, l'instinct, si l'on veut, de l'égalité ; il le conserva même après avoir succombé à la tentation dynastique.

Il fut, peut-être à son insu, le propagateur armé de cette idée révolutionnaire de l'égalité : il humilia les rois, il renversa les trônes, et avec eux les priviléges, les abus, les iniquités, toutes ces plantes parasites et funestes qui avaient pris naissance et grandi à l'ombre de la royauté; il fit de ses compagnons d'armes, enfants du Peuple comme lui, des généraux, des maréchaux, des princes de l'armée ; ses soldats traitèrent d'égaux à égaux avec les plus fiers représentants du vieux monde. Comme Tarquin décapitant les pavots de son jardin, il promena l'implacable niveau de son épée sur toutes ces orgueilleuses têtes empanachées de prétentions héréditaires. Par lui, le paysan de toute l'Europe, le pauvre serf, l'enfant opprimé de la glèbe, le Russe comme le Slave, put juger enfin de l'impuissance de ses anciens seigneurs, et comprendre que ce qu'il avait encore plus redouté qu'adoré n'était qu'une misérable idole aux pieds d'argile. Voilà le secret de ce culte intuitif et fervent que le Peuple, à quelque pays qu'il appartienne, professe pour la mémoire de Napoléon. Dans ce prolétaire de génie il reconnaît d'instinct, il bénit son grand émancipateur.

Depuis, Napoléon se retourna contre les idées qui l'avaient fait l'homme de la France et de l'Europe, l'homme de la Révolution universelle. Il n'aimait pas la liberté, je le répète, mais il se sentait l'homme providentiel, l'homme de l'autorité, et il avait besoin d'autorité pour accomplir sa mission. D'ailleurs, il voyait de trop près les souffrances qu'on avait faites au pays au nom de la liberté, pour ne pas songer avant tout à les guérir. Nous *n'excusons pas*, nous expliquons. Génie puissant, mais absolu et dur, Napoléon comprenait mieux la domination que la fraternité. Des trois principes symboliques de 89, l'égalité, la liberté, la fraternité, il ne sut ou ne voulut accepter que le premier. Après avoir servi de bras droit à la Révolution pour renverser le passé, il tenta de le restaurer à son profit. Il déserta son rôle; il descendit à se faire le fondateur d'une dynastie nouvelle. Ce fut sa perte. Le passé ! Il n'est donné qu'à Dieu de rendre la vie à un cadavre. Homme, l'empereur voulut se mesurer contre un principe, et il succomba; lui-même l'a dû reconnaître plus tard : ce ne sont point les rois qui l'ont vaincu, c'est la Révolution avec laquelle il avait divorcé.

Mais, si méritée que fut la chute de Napoléon, il avait assez puissamment servi la cause des Peuples pour légitimer leur éternelle reconnaissance. C'est beaucoup que d'avoir si bien compris et pratiqué le dogme de l'égalité, de s'être fait la glorieuse incarnation du Peuple émancipé. Grâce à lui, le porte-haillons de nos campagnes et de nos faubourgs put couvrir ses épaules d'épaulettes ; grâce à lui, il put se convaincre qu'il n'était pas absolument nécessaire d'être de noble sang et de noble race pour être homme et libre, pour se poser comme tel dans l'exercice de la vie politique.

Aujourd'hui, le Peuple a acquis la conviction de la réalité de sa conquête morale; mais, pour y croire, il a eu besoin de la voir couronnée par la gloire.

Les idées de liberté, d'émancipation, de solidarité, toutes ces filles de 89, suivaient l'aigle française dans son vol à travers les capitales du continent. Nos armées portaient avec elles la contagion de la liberté. Napoléon a semé partout sur son passage des germes féconds dont nous voyons aujourd'hui les fruits. Les Peuples qu'il a visités, ceux même sur lesquels a le plus lourdement pesé le poids de son épée, les Allemands entre autres, lui doivent ce qu'ils sont et ce qu'ils aspirent à être.

L'empereur avait certainement conscience de son œuvre lorsqu'il annonçait à Sainte-Hélène que dans cinquante ans l'Europe serait républicaine. Déjà sa prédiction avait eu, il y a quelques mois, un commencement de réalisation ; mais l'égoïsme du gouvernement français, les efforts de l'absolutisme, toutes les ressources combinées du vieux monde sont venus retarder l'heure de l'émancipation européenne. Ce n'est là toutefois qu'un ajournement. Tous les pays, toutes les races que le génie libérateur de la France a éveillés et électrisés aux jours de sa gloire militaire, les Italiens, les Hongrois, les Slaves, les Allemands sont entrés depuis 1848 dans leur période de régénération. Pour qui sait voir, il est évident que ces Peuples, aujourd'hui comprimés mais non vaincus, sont en proie au laborieux enfantement d'une nouvelle existence politique. Ils passent à leur tour par cette phase révolutionnaire d'indépendance et d'unité nationale où la France les a précédés, il y a un demi-siècle, en leur laissant pour exemple son courage dans la lutte et sa foi dans l'avenir.

Nous venons d'indiquer quelle a été, au point de vue politique, la mission initiatrice de la France ; une autre fois nous envisagerons cette mission au point de vue social.

LES INTRIGUES (1).

V

LES HOMMES DU TIERS-PARTI.

A l'aide de certains mélanges, le peintre parvient à produire des nuances telles que les yeux hésitent toujours pour reconnaître si elles ap-

(1) Voir les numéros des 6, 8, 9 et 10 septembre.

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 11 SEPTEMBRE 1849.

REVUE DES ARTS ET DES THÉATRES.

Un retard indépendant de notre volonté nous a ajourné. Nous tâcherons de ne point paraître trop suranné après le mot de nos collègues sur les événements dramatiques de la semaine.

Mlle Rachel a fait sa rentrée dans *Horace.*

En vérité, après tout ce qui a été dit sur notre grande tragédienne, il est presque impossible de trouver du neuf en matière d'éloge. Du reste l'idéal se loue de lui-même. Ce que nous allons dire semblera au premier abord un paradoxe : nous avons toujours une sorte de malaise à suivre le jeu de Mlle Rachel. Immobile et attaché pour ainsi dire à ce geste admirable, à cette pose toute antique, à cette parole qui fait vibrer toutes les cordes de l'âme, nous retenons sous le charme notre haleine, et, par suite, nous sortons de la représentation, la poitrine endolorie. Jamais artiste n'a produit le même effet sur nous. Nous nous rappelons cependant Talma et Mlle Duchesnois.

Et puisque nous venons de parler de cette dernière, établissons ici un parallèle au sujet du rôle de Camille.

Arrivée à la fameuse imprécation, feue Duchesnois éclatait de tous ses poumons : c'est là une fureur vulgaire. Devant un pareil paroxisme, il arrive d'ordinaire que les âmes fortement trempées, comme un Horace, le trouvent ridicule et restent froides. Si au contraire, au lieu d'entrer dans une colère tempétueuse, éclatante, on manifeste sa rage avec une voix sourde, une parole mâchée et ironique qui entre au cœur comme un poison distillé goutte à goutte, le coup porte, et alors, malgré lui, votre ennemi s'échauffe, s'irrite et se venge. Or, que veut Camille, désespérée d'avoir perdu son amant? Evidemment c'est la mort ; elle la cherche, elle provoque les coups de son frère, et voilà pourquoi, sous le peplum de Camille, Mlle Rachel, par sa rage concentrée, lente à verser le fiel d'une poignante ironie, interprète la pensée de Corneille d'une manière plus profonde, en un mot plus vraie.

Pour notre éminente artiste, de la part de la presse, c'est toujours un concert de louanges ; quant à l'art qu'elle représente, c'est différent. Les champions exclusifs du drame ne discontinuent pas de chanter le *de profundis* de la tragédie. Sans Rachel, s'écrient-ils, les Corneille et les Racine n'existent point ; on ne les comprend ni ne les goûte. La belle argumentation que voilà ! Est-ce que par hasard des musiciens, des chanteurs médiocres et de méchants acteurs font bien comprendre, bien apprécier les Bethoven, les Mozart et les Schakspeare ? Et d'un autre côté, faute d'un Litz, d'une Malibran, d'un Lablache, d'un Kean ou d'un Kemble, la *Marche funèbre d'un héros*, don *Giovanni* et *Hamlet* cessent-ils donc d'être par eux-mêmes des chefs-d'œuvre ? Ce n'est point Corneille et Racine qu'il faut proscrire, ce sont leurs plats imitateurs, les Campistron de l'époque.

La rentrée de Mlle Rachel avait été précédée au théâtre de la République par les débuts de M. Bignon. Certes cet artiste aura beaucoup à travailler avant que de pouvoir représenter d'une manière satisfaisante les grands caractères de la comédie française. Il a d'abord des allures trop lourdes, des formes trop prononcées pour jouer don Juan, ce type enchanteur de finesse, d'élégance, de beauté, de vigueur et de souplesse. Nous voulons bien admettre que le jeu de M. Bignon ne manque pas d'une certaine originalité; mais il pèche par un débit déclamatoire et une exubérance de voix et de gestes qui sentent le boulevard du crime où, grâce au genre faux qui y règne, ces défauts sont en quelque sorte tolérables. Le théâtre de Molière exige avant tout du naturel ; toutefois point de découragement, *labor improbus omnia vincit.*

Il est bien heureux que MM. Roqueplan et Duponchel, mettant de côté un esprit d'économie peu motivé par une subvention de 670,000 francs, aient enfin rouvert le théâtre de la Nation qu'ils avaient fermé sous prétexte de réparations. L'affluence du public et ses transports, malgré un spectacle peu nouveau, leur ont prouvé sa juste impatience. Ce n'est pas positivement M. Espinasse ni M. Portheaut qu'il avait soif d'entendre. Des partitions comme la *Lucie* de Donizetti demandent mieux. Mais on lui avait promis sur l'affiche Carlotta, et notre public amoureux de courir en toute hâte couvrir sa danseuse favorite d'applaudissements frénétiques et d'une pluie de fleurs. La gracieuse a été plus sylphide, plus *diable à quatre* qu'oncque elle ne le fut.

L'Opéra comique nous promet sous peu une merveille, un opéra féerie, *la Fée des Roses,* dit-on, musique de M. Halévy. Nous sommes sûrs d'avance d'entendre une instrumentation savante. En matière de contrepoint, procédant de l'école allemande, M. Halévy est passé maître.

Nous n'avons rien à dire des productions légères qui se sont produites en dernier lieu sur les scènes où, à grand renfort de couplets détestablement rimés, on ne cesse pas d'attaquer, avec le cynisme le plus effronté, la morale et la république, comme dans *Lorettes et Aristos* et le *Congrès de la Paix.* Messieurs les faiseurs ont, à cet égard, un parti pris; nous les traiterons en conséquence. Au lieu de les analyser, de les manger en détail, nous les dévorerons toujours en bloc, et, selon le mot de Rousseau sur la Russie, au sujet de la Pologne, sans pouvoir les digérer. Après cela nous ne demandons pas mieux que de rendre justice au talent des artistes forcés de jour de pareilles inepties.

M. Joachim Duflot est parvenu à glisser au Vaudeville une comédie en vers. Là, du moins, point d'allusions politiques! Comme intrigue, *Sous le Masque*, n'est pas très corsé; mais le dialogue est spirituel, et les vers d'une facture correcte et élégante. Mme Albert est toujours une comédienne consommée.

Pour encourager le théâtre Choiseul, un mot en courant sur les *Talismans du Diable* de MM. Albert Monnier et Edouard Martin. Il y a dans cette gentille féerie des mots excentriques, des décors charmants, des costumes fantastiques, un ballet d'enfants gracieux, et l'on y chante avec ensemble.

Mais franchissons enfin les ponts. Un artiste, un habile directeur nous y convie :

L'Odéon était plein. On n'a pas perdu sa soirée en la lui consacrant.

Nous avons d'abord assisté au *Trembleur* de Mme Anaïs Ségalas, petite comédie en deux actes, pleine de traits fins, écrite dans un excellent esprit, en prose non moins bonne et mêlée de couplets autrement tournés que ceux du citoyen Clairville.

Un mari s'occupe beaucoup de politique, pas assez de sa jeune femme et s'alarme à la moindre baisse des fonds publics, au moindre soupçon d'émeute. Un faux ami, flanqué d'un autre blondin assez sot, a résolu de séduire madame ; mais heureusement le beau-frère du Trembleur, également marié, a l'œil sur le Lovelace et se trouve toujours à propos sur ses talons. Bref, après une rébellion de la part des deux femmes contre leurs maris et des quiproquos très comiques amenés par une lettre du séducteur, où il est parlé de dangers à fuir et qui ne parvient pas à son adresse, l'harmonie rentre dans les ménages, les galants sont éconduits,

Honteux comme un renard qu'une poule aurait pris.

Moreau-Sainti a bien rendu le personnage du Trembleur.

Il y a deux comédies héroïques espagnoles sur le *Cid* : la pièce de *Diamante* et celle de *Guilhen de Castro.* Corneille, pour sa tragédie, a largement puisé aux deux sources, et peut être aurait-il dû se montrer encore plus hardi. Si nous ne partageons pas, à l'endroit du théâtre espagnol, toute l'admiration des critiques allemands, de Schlegel, de Boutterweck, nous ne sommes pas non plus de l'avis de Voltaire, quand il prétend que Corneille a pris tout ce qu'il y avait de bon dans les deux poètes dramatiques de l'Espagne. L'intrigue du *Cid* français est certainement beaucoup plus habilement conduite, les situations mieux amenées, les caractères plus largement dessinées ; mais ce n'est pas une raison pour dire qu'après Corneille on ne

partiennent à telle couleur plutôt qu'à telle autre. Ainsi, dans le monde politique, nous rencontrons des hommes dont il est difficile d'indiquer l'opinion par un mot. Sont-ils légitimistes, orléanistes, radicaux, matérialistes, bonapartistes, socialistes ou démocrates? Nul ne peut le dire : ils tiennent de tous ces partis à la fois; ils s'en vantent même. A les entendre, c'est la véritable politique que de ne pas en avoir une déterminée. Ces hommes ignorent que les partis représentent ordinairement une idée, et qu'en politique l'idée vraie exclut l'idée fausse; il s'agit seulement de choisir entre toutes celles qui se disputent le monde, et non de chercher à les concilier, puisque de leur nature elles sont inconciliables.

Nous ne manquons pas en France de ces hommes qui se posent en *trait-d'union* des partis, et qui, comme tels, se croient de profonds politiques. Ils cherchent à unir l'absolutisme avec la démocratie; et, jusqu'à ce jour, ils n'ont obtenu d'autre résultat que ce régime bâtard nommé constitutionnel, qui, tantôt penchant à droite, tantôt à gauche, a fini par succomber partout.

Espèce dangereuse que ces hommes du tiers-parti : ils tuent toute vie, toute initiative; ils détruisent tous les germes d'avenir avec leurs continuelles préoccupations de ménager tout le monde.

En 1815, un des leurs, M. Barrot, prit le fusil de volontaire royaliste contre le retour de Napoléon et en même temps il parlait de nationalité aux Bourbons ; il ne put qu'aider à la chute du pouvoir qu'il voulait soutenir et créer les premières traces d'opposition libérale qui devaient renverser Napoléon.

Après Waterloo, nous voyons ces hommes du tiers-parti, dans l'assemblée législative, briser l'épée de la France dans les mains de l'Empereur et en même temps faire de beaux discours contre l'invasion.

En 1830, en 1848, nous retrouvons ces mêmes hommes. Avant la Révolution, ils faisaient tout pour l'amener ; après, ils s'épuisèrent en efforts anti-nationaux pour la faire échouer.

Ils poussent et retiennent tout à la fois. Ils sont pour la liberté lorsqu'elle est exilée et pour l'absolutisme lorsque la liberté triomphe.

Ils veulent la grandeur de la nation, l'indépendance et l'alliance des Peuples alors que le drapeau français est dans la boue et que l'esclavage des Peuples devient plus intolérable; et le jour où la nation française relève fièrement la tête, ils parlent de paix à tout prix; et le jour où tous les Peuples frémissant rompent à demi leurs fers, qu'il ne leur manque qu'un peu d'aide pour achever leur victoire, ces hommes crient : *non intervention*.

Ils ne voient que le mal du moment sans prévoir le bien qui en peut résulter.

Aujourd'hui, ils ont peur du socialisme, et de bon cœur ils sont disposés à laisser mourir de faim le Peuple entier. Ils ont peur de la guerre, et pour l'éviter, ils laisseraient venir les Russes à Paris.

Sont-ils républicains ? Sont-ils royalistes?

Ils sont TIERS-PARTI.

C'est à dire qu'ils ne sont RIEN!

Nous avions bien raison hier, en annonçant d'après la *Patrie* que M. de Falloux avait vu et approuvé la lettre du président de la République, de déclarer que nous n'avions pas foi en cette nouvelle; en effet nous trouvons aujourd'hui dans le *Moniteur* la rectification suivante :

« La note publiée par la *Patrie* n'a pas été communiquée à M. de Falloux; il n'eût pu en autoriser les termes.

» La communication de la lettre de M. le président de la République avait été purement officieuse et excluait toute idée de publicité.»

Nous ne nous en étonnons nullement.

Au contraire, si M. de Falloux eût donné son approbation à cette lettre, nous n'aurions pu croire à autre chose qu'à un nouveau piége contre la malheureuse Italie.

Quoique cette lettre du président de la République ne nous ait pas entièrement convaincus, et que nous n'osions pas encore espérer voir notre armée remplir une mission plus digne, elle est trop en dehors des sentiments du ministre de l'instruction publique pour qu'il y ait donné son approbation.

Enfin, cette dissidence entre M. de Falloux et le président est d'un augure favorable pour un changement de politique. Puissions-nous ne pas être encore trompés comme nous l'avons été déjà tant de fois! On parle d'une crise ministérielle, il n'y a qu'un seul moyen de sortir de l'impasse où nous sommes engagés, c'est de prendre un ministère qui suive une voie franchement démocratique.

Nous sommes encore loin pourtant d'espérer un si heureux résultat; voici du reste les bruits qui circulaient aujourd'hui à la salle des Pas-Perdus.

Le conseil des ministres qui ne devait être convoqué que demain, s'est, dit-on, réuni ce matin. On assure qu'on s'y est livré à des récriminations très violentes. M. de Falloux a fortement blâmé l'insertion de la lettre du Président de la République, qui n'a été livrée, a dit M. le ministre de l'instruction publique, à la publicité que dans une intention évidemment mauvaise.

Tous ces bruits étaient aujourd'hui le sujet des plus vives préoccupations de la part des représentants réunis dans la salle des conférences de l'Assemblée. On s'y entretenait vivement du démenti donné ce matin dans le *Moniteur* par M. de Falloux à la note insérée hier dans la *Patrie*.

On donnait comme certaine la démission de M. de Falloux.

Les membres de la commission de permanence ont presque tous pris la clef des champs. Aussi se demandait-on aujourd'hui si, en présence des motifs graves qui vont amener une crise dans le cabinet, ces messieurs ne devraient pas être à leur poste et délibérer sur l'opportunité de la convocation de l'Assemblée législative.

On assure que tous les régiments qui forment en ce moment la garnison de Paris ont reçu l'ordre de se tenir prêts à quitter leur cantonnement aussitôt après l'inspection.

Ces régiments seront remplacés par ceux qui sont casernés dans les forts.

M. le général Oudinot, arrivé hier soir à Paris, a eu une conférence, qui n'a pas duré moins de deux heures, avec M. de Falloux, ministre de l'instruction publique.

On lit dans le *Giornale di Roma*, partie officielle.

« Le général commandant en chef l'armée de la Méditerranée; considérant que suivant les dispositions précédentes relatives à l'état de siége tout rassemblement pour quelque cause que ce soit est défendu ;

» Voulant maintenir la tranquillité publique et en confirmation des mesures prises lors de l'entrée des troupes françaises dans Rome,

» DÉCRÈTE :

» Les agents préposés à la force publique empêcheront qu'il soit formé aucun rassemblement, qu'il soit fait aucune manifestation, et ne souffriront sous aucun prétexte qu'il soit dérogé aux ordres précédemment émanés de l'autorité française.

» Toute contravention, toute résistance auxdites dispositions seront punies des peines portées par la loi.

» Rome, 31 août 1849.

» *Le général en chef*,
ROSTOLAN. »

Ce décret n'a pas eu d'autre cause que la résolution prise par les Romains de faire une manifestation en l'honneur du général Rostolan et contraire à la commission des trois cardinaux. Le général en ayant été informé ne voulut pas avoir l'air d'autoriser cette démonstration; de là le décret.

Cet exemple prouve de plus en plus combien les Romains détestent le joug clérical, et avec quelle imprudence on a agi en détruisant la République qui seule pouvait les délivrer d'un pouvoir tout à fait en opposition avec l'esprit, les lumières et les besoins de ce siècle.

Le *Censore de Gênes* insère dans ses colonnes un fait de nature à nuire à l'honneur d'un officier français qu'il ne nomme pas.

Un vapeur de guerre, étant à Venise, fut prié par le gouvernement de lui fournir, pour les blessés de Malghera et de Malamocco, de la glace et des médicaments. Le commandant de ce bâtiment, au dire du *Censore*, s'y serait refusé.

Nous engageons le *Censore* à donner le nom du navire et celui de son commandant. Jusque là nous refuserons de croire qu'un officier français ait pu ainsi manquer à tous les devoirs de l'humanité.

— On assure que Garibaldi est arrivé en Piémont.

Le ministre des affaires étrangères de la Russie a adressé, le 31 août, de Varsovie, aux représentants de la Russie à l'étranger, une circulaire dans laquelle il les informe de l'issue de la guerre en Hongrie. La circulaire se termine ainsi :

« Les dangers qui auraient compromis la sécurité de nos frontières sont écartés. La Hongrie est rentrée sous l'obéissance de son souverain légitime; l'intégrité du territoire autrichien, telle que la garantissaient les stipulations du traité de Vienne, est assurée. Tels sont les résultats du concours que l'empereur a prêté à S. M. impériale et royale apostolique. C'est aussi *la seule compensation* que notre auguste maître ait jamais eue en vue lorsqu'il a joint ses drapeaux à ceux de son auguste allié.

» Notre assistance, accordée avec loyauté, a été acceptée avec confiance. Ces sentiments ont formé la base des rapports entre les deux souverains. Ils présideront de même à l'alliance de leurs empires. La tâche de l'Empereur est remplie. Ses troupes ont reçu l'ordre d'évacuer le territoire hongrois; elles ne tarderont pas à rentrer successivement dans nos frontières.

» Vous êtes autorisé à communiquer cette dépêche au gouvernement près duquel vous avez l'honneur de représenter notre auguste souverain. »

A la lecture de ce document on est irrésistiblement porté à un sentiment d'incrédulité. Comment! est-il possible que la politique russe serait désintéressée à tel point que la soumission de la Hongrie à l'Autriche pourrait être la seule compensation de la Russie? Malgré l'affirmation contraire, on n'y dit pas ce qu'on se propose de demander à l'Autriche pour s'indemniser. Sous cette apparence de générosité se cache nécessairement l'intention d'enchaîner l'Autriche aux projets ultérieurs du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Quels sont ces projets ? Nous les avons indiqués. Ce n'est pas une somme de tant et tant de millions, ce n'est pas un territoire de tant et tant de lieues carrées dont il s'agit maintenant pour l'autocrate. Des compensations pareilles, des acquisitions de cette sorte, sont subordonnées aux grands avantages que l'autocrate veut retirer de son intervention en Hongrie.

Tuer la Révolution, n'importe où elle lèvera la tête, voilà son but principal. Il croit l'avoir atteint en Hongrie. Il en est pour le moment content. Il ne demande à l'Autriche que de l'aider à poursuivre son but. Le temps nous montrera d'ailleurs comment l'autocrate développera ses plans, par quels pays il continuera sa croisade.

Mais ce qui est certain et évident, c'est que l'appel que la circulaire fait au traité de Vienne est une menace expresse contre l'Allemagne qui a changé ses frontières territoriales dans les deux Prusses, orientale et occidentale, de même que dans le grand duché de Posen et à Schlesvig. C'est encore un défi jeté à la France dont le mode d'existence actuelle n'est pas conforme au traité de Vienne. Après qu'on aura redressé les illégalités que la Révolution a introduites dans l'état politique de l'Europe, on aura tout le temps de demander des indemnités et des compensations à l'Autriche.

On lit dans la *Gazette nationale* de Bâle, du 6 septembre :

« En suite d'une ordonnance du ministre de la guerre du grand-duc de Bade, en date du 27 août 1849, n° 20,484, les soldats badois qui, ayant pris part à la révolution badoise, ont pénétré sur le territoire suisse, seront tous, *sans exception et sans considération aucune*, livrés au commandant prussien à Rastadt. Les autorités locales devront s'emparer de ces militaires, à mesure qu'ils rentreront dans leur patrie, et les remettre entre les mains des autorités supérieures. »

L'état de siége n'a pas tué tous les démocrates de l'Europe; en dépit de la réaction, l'œuvre de la Providence par des voies mystérieuses nous conduit à son but. Nous saluons avec grand plaisir le premier numéro de la *Nation*, un des journaux démocratiques de l'Irlande les mieux écrits, qui disait-on, ne devait plus reparaître. M. Duffy, ce sincère et vrai patriote, ce grand écrivain, après avoir été rendu à la liberté consacre les quatre premières colonnes de son journal à la cause de la Hongrie. Nous extrayons les premières lignes de son article intitulé : *Lutte hongroise* :

« L'issue de la guerre de la Hongrie pour l'indépendance nationale, si différente de ce que les amis des Hongrois désiraient, et cependant conforme à tout ce qu'une sérieuse réflexion pouvait faire prévoir, en considérant l'inégalité de leurs forces et de leurs ressources contre une coalition écrasante; tant de talent militaire dépensé en pure perte, tout cet enthousiasme populaire étouffé seulement par la force numérique des hordes de Cosaques de la Russie, bref, la ruine de cette noble cause, voilà le plus triste événement de toute la lutte révolutionnaire de l'Europe.

« Au lieu d'une glorieuse destinée dans l'avenir historique de la Hongrie, nous avons à consigner dans notre premier numéro la chute d'une nation aussi brave que la Pologne, et dont les hauts faits, comme ceux de cette dernière, occuperont parallèlement une place très marquante sur le second plan de l'histoire de l'Europe. Elles resteront toutes deux, même dans leurs ruines, comme des monuments glorieux de vieille nationalite: et la Hongrie sera toujours un exemple glorieux et mémorable pour les nations futures, pour avoir résisté si longtemps aux attaques réunies de deux empires inépuisables.

» Depuis la révolution de Février, il n'y a pas eu d'événement plus digne de l'admiration populaire; il n'y a pas eu de Peuple plus unanime et plus déterminé, de même qu'il ne s'en est pas trouvé dont la cause fût plus juste; et quand les autres révolutions étaient momentanément arrêtées, ou s'apaisaient un instant comme le calme entre deux orages, la nation hongroise, élevée sur des bases plus solides, était le seul rempart contre les hordes de la Russie, ainsi qu'autrefois elle le fut contre celles de la Turquie. Toute l'Europe louait avec raison cette position, car plusieurs Etats la regardaient avec anxiété comme un rocher entre eux et une grande inondation. Mais si l'on comprend bien les causes de sa fermeté et de sa solidité, et ce qui lui a fait soutenir cette terrible lutte, on lui doit plus que de l'admiration pour son attitude imposante. »

L'Irlande politique et sociale.

De tout temps le faible a été opprimé par le fort; de tout temps le riche a été l'ennemi acharné du pauvre; l'intrigant a toujours trompé l'honnête homme, que sa franchise et sa probité ne mettent pas en garde contre ses ruses.

En sera-t-il toujours ainsi?

Les disciples de Malthus répondent affirmativement, et appellent ennemis de la famille et de la société ceux qui osent prétendre le contraire. Ils font valoir en leur faveur les maximes du droit divin que certaines dynasties allèguent pour revendiquer leurs droits imprescriptibles sur des millions d'êtres pensants, doués de plus de bon sens, d'intelligence et de jugement qu'eux.

L'histoire du genre humain est bien triste, bien affligeante quand on réfléchit aux luttes continuelles, aux mauvais traitements que des centaines de millions d'hommes ont à supporter de la part d'une poignée d'individus qui semblent n'être nés que pour le malheur et le châtiment de tout le reste de cette grande famille humaine.

Les prêtres vous disent : « Souffrez patiemment sur cette terre de pleurs et de misère, qui n'est qu'un court passsage qui conduit à l'éternité, et plus vos souffrances sont grandes ici bas, plus votre bonheur sera grand dans le royaume céleste.»

Les lâches hypocrites, qui ont toujours été les flatteurs et les courtisans des grands dont ils partagent les débauches et les déréglements de tout genre, voudraient-ils mettre en pratique eux-mêmes les maximes qu'ils prêchent avec tant d'onction? Non.— D'ailleurs nous voyons *les pauvres d'esprit*, qui sont

---

puisse pas supporter *Guilhen de Castro*.

Comme preuve du contraire, M. Hippolyte Lucas nous a donné la *Jeunesse du Cid*, étude consciencieuse, traduction presque littérale de la pièce du poète ibérien, en sept tableaux.

Il y a dans l'original des longueurs et des détails que M. Hippolyte Lucas aurait pu retrancher; de plus, nous croyons que des pièces comme celle de *Guilhen de Castro*, pleines de poésie et de lyrisme, demandent, pour la scène, de n'être point traduites en prose, et surtout, il faut bien le dire, dans une prose un peu molle. Néanmoins, tel qu'il est, le travail de M. Hippolyte Lucas est méritoire, et les quelques sifflets qui sont partis à la fin de la représentation ne prouvent qu'une seule chose, c'est que l'éducation du public habituel de l'Odéon est encore en partie à faire au point de vue artistique.

Ce n'est pas dans les tabagies qu'on apprend à sentir le vrai et le beau.

Qu'il nous soit maintenant permis d'aborder la grande question de la crise des théâtres.

Depuis plus d'un an on l'agite, et jusqu'à présent elle n'a pas fait un pas vers une solution sérieuse. Cependant les acteurs font retentir leurs plaintes dans tous les journaux ; les artistes souffrent dans leur dignité aussi bien que dans leurs intérêts matériels; les directeurs intriguent et pétitionnent, et le public, continuant de s'ennuyer, commence à prendre l'habitude de ne plus aller au spectacle. A qui la faute? Est-ce encore à la République? Les cent bouches de la réaction répondent à l'envi, oui! Et cependant c'est encore là un mensonge.

Le théâtre qui, d'après les anciens rhéteurs, a pour mission de corriger les mœurs, a en réalité une tout autre signification; comme la littérature, mais à un plus haut degré et d'un manière plus palpable, il reflète les mœurs de son époque. Et ici par théâtre nous n'entendons pas les pièces seulement, mais aussi les acteurs, la mise en scène, la construction et la décoration des salles de spectacle, les habitudes scéniques et théâtrales.

Or la révolution, trop tôt arrêtée dans sa marche ascendante, n'avait pu arriver à l'éclosion d'un art nouveau.

L'Empire et la Restauration avaient vécu sur les restes usés, mais portant encore un cachet de dignité, du grand siècle amendé par la philosophie des encyclopédistes. Nous disons que ces restes avaient de la dignité; car ils conservaient un caractère prononcé de nationalité xclusive, tout en ayant la prétention d'être grecs ou romains. La Restauration, faite par les étrangers au profit de la réaction européenne contre la France, devait essayer d'une littérature qui portât son cachet, d'une part en rejetant les modèles nationaux, et d'autre part en puisant ses inspirations dans le moyen-âge, parce que le grand siècle même paraissait trop révolutionnaire aux fils des croisés, que les Cosaques venaient de restaurer dans leurs manoirs. Le romantisme franchissant le Rhin vint donc chez nous. Disons en passant qu'en Allemagne le romantisme avait sa raison d'être. Comme la vie politique y manquait, l'imagination se portait tout naturellement sur les grands souvenirs du moyen-âge.

Si on avait laissé la Restauration poursuivre son développement rétrograde, cette littérature que les manuscrits enluminés des vieux missels avaient fait naître, et que la lecture de Frédéric Schlegel avait nourrie, se serait, elle aussi, développée fatalement dans le même sens, et aurait fini par mourir en même temps que l'état politique dont elle était le produit : mais la révolution de 1830 survint trop tôt pour elle.

Ses chefs, jeunes encore, abandonnèrent vite la cause qui les avait inspirés, et se portant du côté où allait le flot politique, ils voulurent faire de la littérature révolutionnaire, surtout au théâtre. Mal habiles à se servir d'un instrument nouveau pour eux, ils ne réussirent pas plus comme agitateurs que comme poètes, et tout ce tapage éclatant dont les débuts du romantisme furent accompagnés n'aboutit qu'à une perversion de goût telle que plus tard les médiocrités de l'*école du bon sens* purent avoir un succès quasi légitime.

Tant que l'école de haute littérature nationale avait subsisté, les théâtres secondaires se modelaient plus ou moins sur la première scène française, et s'ils ne pouvaient lui emprunter ses sujets ni son genre, ils imitaient au moins son style. Une fois que la tradition se trouva rompue par l'apparition d'une école nouvelle, qui ne fut jamais acceptée par les masses, ces dernières durent avoir leurs théâtres et leurs auteurs, qui se trouvèrent naturellement placés en dehors de toutes les conditions d'art. Nous savons tous comment la masse bourgeoise, dans sa constante décadence, tomba de Scribe en Clairville en passant par beaucoup d'autres.

La masse populaire eut aussi ses favoris, moins maniérés, il est vrai, et quelquefois vraiment énergiques, mais tout aussi éloignés de l'art sérieux que les favoris de la bourgeoisie. Ainsi voilà dans quelle position se trouvait le théâtre avant Février : d'une part, une école qui avait tenté de s'implanter sur la scène par la violence et qui, n'ayant eu qu'un succès éphémère, avait usé ses forces avant de mourir et succombait autant devant l'indifférence du public que devant son propre énervement ; d'autre part, et en dehors de tout art et de toute poésie, les pièces bourgeoises et les pièces populaires, dont le caprice des grands artistes faisait quelquefois des chefs-d'œuvre, en créant des types désormais immortels dans l'histoire de l'art aussi bien que dans celle des mœurs. Voilà tout.

Le public avait besoin de spectacles. La bourgeoisie s'accoutumait de plus en plus à n'apprécier que le jeu des acteurs, et ses faiseurs en étaient arrivés à ne composer des pièces que pour tel ou tel artiste. Le peuple ne pouvant applaudir l'art complètement disparu et, guidé par son sublime instinct, cherchait l'expression de hautes tendances et de nobles sentiments et applaudissait pour cette raison le *Chiffonnier* de Félix Pyat.

Nous parlons littérature, et nous ne voulons pas nous abaisser à traiter la partie purement matérielle et administrative de la question; mais nous ne saurions dissimuler que la mauvaise organisation de cette partie a beaucoup contribué à la décadence des théâtres. Certainement les priviléges de théâtres, qui se vendaient et s'achetaient au cabinet des ministres, que l'on donnait et que l'on recevait comme des pots de vin politiques, ne pouvaient amener à la tête des administrations théâtrales les hommes les plus capables et les plus consciencieux. Certainement les salaires extravagants que quelques artistes privilégiés s'étaient habitués à recevoir n'apportaient aucun élément moralisateur dans les rapports des artistes entre eux et avec le public. Certainement le prix fictif des places dans beaucoup de théâtres, prix qui se trouvait sensiblement réduit pour les amateurs qui connaissaient l'enseigne de tel ou tel cabaret borgne, n'ajoutait rien à la dignité qui devrait présider à toutes les entreprises littéraires et artistiques.

Et maintenant, après que les théâtres tels que nous venons de les présenter ont déjà dévoré une généreuse aumône que l'Etat leur avait précédemment faite, on réclame une nouvelle subvention. C'est sous prétexte d'art qu'on demande à la France obérée de sacrifier une somme importante pour les théâtres de Paris. Nous croyons, nous, que l'art ne ferait que gagner à la ruine de toutes ces entreprises commerciales mal administrées; et quant aux artistes, assurément leur sort nous intéresse, mais nous pensons qu'il y a pour eux plusieurs moyens de sortir de la situation critique où ils se trouvent, et le meilleur assurément n'est pas de continuer à se laisser exploiter au profit de quelques administrateurs et de quelques camarades privilégiés. En tout cas, nous aimerions mieux voir l'Etat ou la ville de Paris secourir les artistes directement et non par des mains tierces.

Nous reviendrons prochainement sur la question, pour exposer nos idées sur une réorganisation des théâtres qui les mettrait à même de remplir leur mission civilisatrice et ferait peut-être surgir un art plus vrai et plus profond que le romantisme, plus large que la littérature classique, un art qui, ne conservant rien des pièces bourgeoises du jour, saurait, dans les pièces populaires, joindre l'éclat des situations à l'énergie des sentiments, un art enfin digne des artistes dramatiques qui font la gloire de la France.

JEAN JULVÉCOURT.

Le Banquet typographique annuel aura lieu dimanche prochain, 16 septembre, au Chalet (Champs-Elysées.)

assez crédules pour ajouter foi à ces doctrines, plongés dans le dernier degré d'avilissement et d'infamie. Quand on examine attentivement les choses d'ici bas, on arrive à cette conclusion que Dieu, s'étant contenté de créer le monde, l'a lancé dans l'espace en lui disant : Marche, va comme tu voudras, pour moi, je ne m'occupe plus de toi.

Quoi qu'il en soit, s'il est un pays au monde auquel le nom de roi devrait être odieux et synonyme avec le mot malin-esprit, c'est sans contredit l'Irlande. Les vexations, les spoliations, les massacres, les vols et les crimes innombrables auxquels les rois d'Angleterre et leurs dignes satellites se sont livrés, dans cette malheureuse nation, sont au delà de toute croyance. Notre intention n'est pas de les récapituler, quant à présent, le but de cet article étant de donner un aperçu de la position sociale et politique de ce pays.

A mesure que les rois d'Angleterre faisaient, à force d'horreurs et d'hypocrisie, la conquête de l'Irlande, dans une lutte qui a durée près de 500 ans, ils partageaient les plus belles et les plus riches terres à leurs soldats et à leurs créatures, et y établissaient les lois de la féodalité que Guillaume le Conquérant a introduites en Angleterre, et que les propriétaires du sol irlandais ont maintenues jusqu'à ce jour, ainsi que les priviléges et les maux qui en dérivent. Les anciens maîtres, étant obligés de devenir les fermiers des terres que leurs ancêtres ont possédées depuis un temps immémorial, contraints d'accepter les conditions que leur imposaient les vainqueurs, traitant, depuis cette époque, une misérable existence, qui n'est certes pas à envier; car ils sont mal vêtus, mal nourris, décimés souvent par la famine et la peste qu'elle occasionne. Le locataire est toujours forcé de se soumettre à la conduite illégale et aux mauvais caprices du propriétaire; sans cela il deviendrait la victime de tous les moyens de persécution que le caractère vindicatif et tyrannique de son maître a toujours à sa disposition pour exercer sa méchanceté. Il est rare que le fermier ait la protection des lois; sa position dépendante lui défend, sous peine d'une ruine inévitable, de résister à l'oppression que lui attirerait une conduite franche et indépendante. Et, d'ailleurs, les lois étant faites par les propriétaires, dont la plupart sont membres du parlement et ont dans cette assemblée de nombreux amis, gain de cause leur est toujours donné, en cas de plainte portée par le pauvre fermier.

Depuis quelques années cependant, les petits fermiers qui possèdent sept à huit arpents de terre en louage commençaient à montrer une certaine tendance vers la liberté, en votant aux élections selon leur conscience, pour des candidats libéraux. C'était là un crime que les propriétaires ont résolu de punir. Maintenant que les fermiers ne peuvent plus continuer à payer les énormes loyers comme ils en avaient l'habitude avant le manque total des récoltes de pommes de terre, les propriétaires se débarrassent par milliers des fermiers qui possédaient des terres au dessous de trente ares, et les donnent à ceux qui dépassent ce chiffre, car ils trouvent que les grands fermiers sont plus conservateurs que les petits. Que l'on ne pense pas cependant que les gros fermiers donnent du travail et emploient du monde autant que les petits; non, ils convertissent leurs terres, en grande partie, en pâturages, ne pouvant plus continuer à payer leurs loyers, s'ils y semaient du blé, car l'abrogation des lois sur les céréales permet aux Américains, qui ont des terres pour presque rien, de vendre des denrées pour la moitié de ce que les Irlandais auraient demander. Et quand même ceux-ci auraient leurs terres pour rien, ils ne pourraient même rivaliser avec les Américains, tant les impôts, les lois des pauvres et autres contributions sont accablantes. Qu'on ajoute à cela les frais d'engrais, et l'on pourra dire hardiment que toutes ces charges coûtent au fermier irlandais 250 fr. par acre, sans parler du louage de ses terres, qui coûte en moyenne 50 fr. par acre.

Telles sont les raisons, jointes à plusieurs autres, qui forcent les Irlandais d'abandonner par milliers leur terre natale et d'aller chercher parmi leurs compatriotes, sur les bords du Mississipi, de meilleures lois et de meilleures institutions; et par ces moyens les Anglais sont sur le point de voir se réaliser le désir qu'ils ont depuis des siècles de se débarrasser entièrement de cette race celtique, qui ne peut jamais sympathiser avec la froide austérité et l'égoïsme des Anglo-Saxons.

Voici cependant comment un de leurs orateurs s'exprimait dernièrement au parlement anglais :

« Ce pays qui, dans son étendue, est à peu près le quart du royaume-uni, qui renferme certainement plus du quart de sa population, qui est supérieur par sa fertilité à la même étendue de terre par toute l'Europe, ayant une position qui offre au commerce des facilités au moins égales à celles de tout autre pays, pépinière inépuisable des meilleurs soldats, pays sans contredit d'une importance beaucoup plus grande pour la prospérité et la grandeur de cet empire que toutes ses colonies lointaines multipliées quatre ou cinq fois ensemble, supérieur au Canada ajouté aux Indes occidentales, et tous les deux joints à nos possessions au cap de Bonne-Espérance et dans l'Australie ajoutées à tous les vastes domaines des Mogols, —voyez, disait-il en terminant, à quel état vous l'avez réduit... à être une source non de confiance et de force, mais bien d'alarme et de faiblesse. »

La reine Victoria en Irlande.

Il paraît que tout n'a pas été louanges et encens dans le voyage de la reine en Irlande. Nous sommes heureux de voir qu'il se trouve encore des gens qui ont quelque dignité, quelque sens commun; car malgré les maires et les autorités qui prétendaient qu'il ne fallait pas attrister la reine par le tableau de leur misère, une très longue adresse lui a été présentée par le clergé catholique et les habitants de la baronie d'Upper Connelœ, dans le comté de Limerick en Irlande, dont nous ne donnons que quelques passages. Après avoir fait allusion à 15,000 habitants de leur voisinage qui avaient été chassés de chez eux par leurs propriétaires ;—« Madame, disent-ils, dans toute autre partie du monde serait-il permis à deux ou trois satrapes, quelque spéciaux que soient les prétextes de la loi ou des coutumes, qu'ils puissent alléguer, de découvrir et de démolir à leur gré les demeures de 15,000 êtres humains et d'envoyer cette multitude mourir lentement par la famine et la peste..... Le premier ministre de votre Majesté avait auparavant prononcé le terrible arrêt de mort : *laissez faire*; et nous osons affirmer que nul autre ministre de l'Europe n'aurait sanctionné de pareilles atrocités. Il n'est donc pas étonnant que les deux années de votre règne qui viennent de s'écouler aient été signalées par plus de dévastations et de misère, que plus d'êtres humains aient péri, que plus d'habitations aient été démolies, qu'une plus grande étendue de terres ait été dépeuplée et abandonnée, que jamais auparavant dans ce malheureux pays sous Ireton, ou dans la Morée, il y a un quart de siècle, sous les barbares.

« Madame, quoique votre nom royal doive être lié dans l'histoire aux effrayantes chroniques de l'extermination de notre race, nous savons que vous n'êtes pas la cause de ces incroyables calamités; quoique les iniquités qu'une caste dominante a formulées en soient exécutées en votre nom, nous ne vous blâmons pas, nous ne vous maudissons pas; nous savons que ces atrocités doivent être imputées à une oligarchie qui a arraché le sceptre de votre main, et l'a converti en une verge de fer, en un fouet de scorpions, pour torturer, pour écraser et pour assassiner votre fidèle Peuple irlandais . . . .

» Il y a en Irlande des millions d'hommes qui, s'ils espéraient voir exaucer leur prière, s'agenouilleraient chaque jour pour implorer le législateur suprême de jeter enfin un regard de miséricorde sur eux et de les affranchir de l'insupportable et mortel joug du gouvernement anglais. Si les ossements de ceux qui sont morts dans ce pays d'inanition et de misère, depuis dix-huit mois, étaient déterrés et semés sur la route, ils feraient pour vos ministres un trottoir qui s'étendrait depuis Cork jusqu'à Dublin. . . . . .

» Nous demandons en vain cette justice, que vous n'avez pas le pouvoir de nous accorder ; nous nous passerions volontiers de parlements, soit Anglais, soit irlandais qui, de tout temps, ont été pour nous un instrument de persécution, d'oppression et d'extermination, et un manteau pour couvrir des crimes.

» Les 42,000 livres sterling (1,050,000 fr.), votés dernièrement pour fournir des joujous au musée britannique afin d'amuser le public anglais, auraient sauvé la vie à 30,000 Irlandais. Les dépenses de l'amirauté qu'a occasionnées la royale visite sur nos rivages auraient sauvé la vie à 500 jeunes mères de familles, et à l'heure de votre mort, le souvenir de ces 500 jeunes femmes que vous auriez sauvées, leurs larmes de reconnaissance, leurs bénédictions ne seraient-elles pas une plus douce consolation à votre majesté que le retentissement de tous les canons, que tous les arcs de triomphe et tous les discours mielleux qui ont jamais encensé le voyage d'un monarque.

» Pour mettre votre majesté à même d'avoir une idée des cruautés infligées aux Irlandais, sous le nom d'assistance à domicile, figurez-vous vos propres enfants frappés de maladie, habitant une cabane froide et humide, sans feu, sans vêtements, sans couvertures, obligés de vivre avec quatre onces de mauvaise farine de maïs pendant les tristes jours d'un long hiver. Imaginez-vous votre royal mari partageant le même sort, forcé de travailler, avec une nourriture pareille, huit heures par jour, et de faire tous les jours six milles sans souliers, et demi-nu, pour remplir, sans gages, sa tâche ingrate, et alors, madame, vous aurez quelque notion de ce qu'on appelle assistance à domicile en Irlande. »

Des rencontres d'une nature très sérieuse ont lieu tous les jours entre les propriétaires et les fermiers au sud de l'Irlande. Les fermiers tâchent de couper et d'emporter la récolte, en dépit de la résistance des propriétaires qui veulent la retenir pour se payer du loyer de leurs terres. Pour cela, ceux-ci se font accompagner de la force armée, ce qui provoque des luttes sanglantes; car les malheureux défendent avec acharnement le dernier morceau de pain qu'on voudrait leur arracher. Ils se rappellent les quatre dernières années, et ils voient que cette année on veut se défaire de toute la race celtique pour donner les coudées franches aux Anglo-Saxons.

ETATS GERMANIQUES.

Hanovre, 6 *septembre*. — Les articles de la *Gazette de Hanovre* qui paraissent être officiels deviennent de plus en plus défavorables à l'alliance des trois rois, parmi lesquels se trouve le roi de Hanovre. Le Hanovre et la Saxe, dit le journal officiel, de même que la Bavière, n'ont eu aucune part à la proposition prussienne d'une union avec l'Autriche. Aucun de ces pays n'a eu non plus l'idée d'accéder à l'Etat fédératif pour le cas où une partie de l'Allemagne seulement y accéderait. Dieu préserve le Hanovre d'une combinaison par suite de laquelle l'Allemagne serait absorbée par la Prusse !

Francfort, 4 *septembre*. — Un patriote allemand de cette ville écrit à la *Gazette de Weser* une lettre pour prévenir ses compatriotes que la Prusse trahit l'Allemagne et détruit toutes ses espéranées en proposant à l'Autriche une alliance sur les anciennes bases d'absolutisme. Cette alliance aurait été proposée par la camarilla ultra monarchique de Berlin, à l'insu du ministère prussien et ne tendrait à rien moins qu'à paralyser le projet du roi pour la formation d'un Etat fédératif et pour anéantir tant la Constitution votée à Francfort que celle que le roi de Prusse lui-même a proposée.

La *Gazette universelle* exprime les mêmes craintes. D'après ce qu'on lui écrit, un ennemi plus formidable qu'une armée étrangère, plus dangereux que la République rouge menace l'Allemagne. Cet ennemi, c'est la clique de la réaction rouge, la coterie de MM. Gerlach et compagnie à Berlin, qui croit que le temps est déjà venu de détruire tous les fruits de la Révolution et d'aborder franchement l'organisation absolutiste de la nation allemande. L'issue de la guerre en Hongrie donne à cette coterie beaucoup d'influence et d'appui même parmi les personnes, qui, il n'y a pas longtemps, défendaient les principes libéraux.

PRUSSE.

BERLIN, 8 *septembre*. — La seconde Chambre a voté hier son assentiment à la politique du gouvernement concernant la question allemande, en adoptant à une grande majorité les conclusions suivantes de la commission :

« Après avoir examiné les pièces déposées par le commissaire du gouvernement et concernant l'affaire de la Constitution allemande, la seconde Chambre accorde son assentiment au traité conclu le 26 mai avec la Saxe et le Hanovre. Elle se déclare prête à seconder le gouvernement dans la voie où il est entré par cette alliance.

— Anhalt Dessau, Anhalt-Kothen et la Hesse grand-ducale ont accédé à la fédération prussienne.

—Le roi de Prusse, parti à Pilnitz pour avoir une entrevue avec le roi de Saxe, est allé à Toeplitz, où doit se rendre aussi incognito l'empereur d'Autriche.

— La police de Berlin paraît avoir adopté pour principe que tout écrivain est révolutionnaire. Ne pouvant les chasser tous de Berlin, elle exige d'eux qu'ils demandent un permis de séjour. Ce sont toujours les écrivains originaires de l'Autriche que la police persécute. Dernièrement deux d'entre eux, MM. Basch et Heller, ont reçu l'invitation de quitter la capitale.

— D'après le tableau statistique publié dernièrement, la population civile des principales villes de la Prusse est ainsi répartie :

Berlin,	398,000
Breslau,	106,000
Cologne,	85,000
Kœnigsberg,	70,000
Dantzik,	60,000
Magdebourg,	49,000
Aix-la-Chapelle,	47,000
Stettin,	41,000
Elberfeld,	38,000
Posen,	38,000
Barmen,	34,000
Crefeld,	33,000
Halle,	32,000
Potsdam,	30,000
Francfort sur-l'Oder,	28,000
Erfurt.	25,000
Dusseldordf,	23,000
Elbing,	22,000
Munster,	21,000
Coblentz,	19,000

HONGRIE.

Les journaux de Varsovie du 5 septembre publient le *vingt-cinquième bulletin* russe suivant :

« Le général Grotenhelm rapporte que l'avant-garde commandée par le colonel autrichien Urban qu'il avait envoyé, le 15 août, à la poursuite de l'ennemi qui se retirait de Klausenbourg, a atteint l'arrière-garde ennemie le même jour. Nos lanciers et cosaques ont pris seuls part au combat. Ayant repoussé les insurgés près de Szaswaros, ils les ont poursuivi jusqu'au village Banfi-Huniada, qu'ils ont traversé jusqu'à l'autre bout malgré la fusillade qui les atteignait des maisons et des jardins. Ayant sabré 60 hussards, culbuté deux compagnies et pris un étendard, ils ne se sont arrêtés qu'au bout du village, où l'ennemi plus nombreux a pris position. Dans l'impossibilité de l'en débusquer, ils ont tourné le village, et le 17 août ils ont rejoint l'avant-garde.

Cette avant garde, ayant attaqué ce jour les Hongrois dans leur position près de Banfi-Huniada, leur a pris deux canons et les a poursuivis jusqu'au village de Czuczi. On a tué à l'ennemi 150 hommes et fait 500 prisonniers. Nous avons perdu 10 hommes tués et nous avons eu 18 soldats et deux officiers blessés, 18 chevaux tués et 25 blessés. A Czuczi on s'est arrêté dans la poursuite de l'ennemi, car on y a reçu la nouvelle de l'arrivée à Deesz du détachement de Kosincza qui avait été invité à se rendre à discrétion. Toutes les conférences étaient terminées et le détachement de Kosincza, composé de 12,000 hommes avec 56 canons et un étendard avait mis bas les armes à Szibo, lorsque, à l'arrivée du général Grotenhelm à la tête de ses troupes, un bataillon, composé de Valaques, et les officiers polonais ont manqué à leur parole et se sont sauvés dans la direction de Nagi-Banij.

» On a envoyé à leur poursuite le colonel autrichien Urban avec un bataillon, deux escadrons et une partie des troupes autrichiennes qui se trouvent dans le corps du général Grotenhelm.

» La forteresse de Munkacz s'est rendue au général Karlowicz le 20 août. Sa garnison se composait de 32 officiers, 329 soldats et elle avait 21 canons et un étendard. Le général Karlowicz y a laissé un bataillon et s'est dirigé, le 30 août, avec le reste de ses troupes vers Koszyce.

» Dans les derniers temps, une bande d'insurgés, commandés par Szpanik, s'étant montré aux environs de Miskolz, on a envoyé au commandant de cette ville, major Galle. une lettre de Gœrgey, adressée à Szpanik avec l'invitation de la lui faire remettre. Maintenant on a reçu la nouvelle que Szpanik s'est rendu à nos troupes.

» Le général Rüdiger rapporte que les prisonniers de guerre et toutes les munitions du ci-devant corps de Gœrgey et de la garnison d'Arad ont été déjà remis aux commissaires autrichiens. Outre Peterwardein et Comorn, toutes les autres forteresses de la Hongrie se trouvent maintenant en possession des armées alliées, et à l'exception des petites bandes qui se cachent dans les forêts, tous les détachements plus considérables ont suivi l'exemple de Gœrgey. Aussi le feld-maréchal Paskiewicz, arrivé à Varsovie le premier septembre, a envoyé des ordres pour que la majeure partie de l'armée repassât les frontières de l'empire. »

— D'après les journaux de Vienne, les négociations au sujet de la reddition de Comorn ont été rompues. Le général Nugent, destiné à commander le siége de cette forteresse, a été appelé à Vienne par l'empereur. Le général Czorich a reçu l'ordre d'entrer dans la ligne de blocus. D'après une lettre de Presbourg du 2 septembre, les quartiers-maîtres du corps russe de 20,000 hommes, destiné pour Comorn, sont arrivés l'avant-veille à Neutra. Dans la forteresse, on semble plus que jamais décidé à ne pas céder.

D'après les nouvelles parvenues à Vienne le 5 septembre, Peterwardein ne s'était pas encore rendu. On disait seulement que cette forteresse était près de se rendre aux Russes.

— On assure que les enfants de Kossuth sont prisonniers à Presbourg. Sa sœur est également prisonnière. Sa femme se cache, dit-on, dans les environs d'Arad.

—Un voyageur, arrivé dernièrement de Comorn, rapporte que la garnison de cette forteresse s'élève à 20,000 hommes et qu'elle est abondamment approvisionnée en vivres et en munitions de guerre. Klapka a publié, le 1er septembre, une proclamation en hongrois et en allemand pour annoncer qu'il veut se défendre jusqu'au bout.

— On annonce de Presbourg, le 2 septembre, que les Hongrois ont empêché les Autrichiens de construire un pont sur le Danube, près d'Acs, en disant que ce serait une violation de l'armistice.

AUTRICHE

— On écrit à la *Gazette de Vienne*, de Belgrade, le 25 août :

« Tout ce que nous apprenons sur la conduite de Bem et de Dembinski dans les derniers événements nous prouve que, loin d'imiter l'exemple de Gœrgey, ils étaient décidés à une lutte désespérée. Ils avaient, en y comprenant le corps de Guyon, 60,000 hommes à leur disposition. Mais depuis que Kossuth, avec Bathyany, Meszaros, Szemere, se sont retirés vers la frontière de la Turquie, ils en ont été si consternés qu'ils ont renoncé à continuer la lutte.

— Le déficit du trésor public pour le mois d'avril seul s'élève à plus de sept millions de florins.

ITALIE

Piémont. — TURIN, 6 *septembre*.—Chambre des députés, séance du 5.—Le major Cavalli, au commencement de la séance, a fait une proposition qui a été prise en considération par la Chambre, et pour laquelle elle a voté l'urgence. Il s'agissait d'empêcher la vente de 10,000 chevaux de cavalerie que le gouvernement, au commencement de la guerre, avait dû acheter à des prix onéreux, et qui aujourd'hui ne pouvaient être vendus qu'à vil prix. Pour obvier à cet inconvénient, l'honorable député de Turin a proposé que les chevaux fussent placés chez les cultivateurs, avec l'engagement de la part de ceux-ci de rendre les chevaux en bon état dans le cas où, pendant l'espace de huit ans, le gouvernement viendrait à les réclamer pour les besoins de la guerre.

Les débats sur la loi pour l'aliénation des rentes ont ensuite été repris.

Un amendement du député Torre a été écarté.

Est venu ensuite l'amendement proposé par le député Valerio, tendant à ce que l'aliénation des rentes fût faite aux enchères publiques.

Le ministre des finances, tout en approuvant le principe de l'amendement, demande à rester entièrement le maître de décider le mode de l'aliénation.

L'amendement n'est pas adopté. Un second amendement du même M. Valerio, ayant pour objet d'obliger le ministère à rendre compte des rentes déjà vendues et de celles qui restent à vendre, a été adopté.

La loi a été adoptée à la majorité de 107 voix contre 31.

Vers la fin de la séance une question incidente s'est élevée à propos des pouvoirs extraordinaires conférés au général Albert Lamarmora en Sardaigne. Après une vive discussion à laquelle a pris part M. Pinelli, ministre de l'intérieur, la chambre a adopté un ordre du jour ainsi conçu :

La chambre en exprimant le désir que l'administration publique en Sardaigne rentre dans son cours normal passe à l'ordre du jour.

GÊNES, 4 *septembre*. — Le ministère a enfin accordé à la municipalité la permission de régler la cérémonie du service qui doit être célébré à S. Lorenzo en l'honneur de Charles-Albert. Les préparatifs doivent être terminés pour le 12. Il ne reste donc plus que sept jours pour exécuter un programme qui en demanderait au moins vingt ou vingt-cinq. Ceci ressemble à une mauvaise plaisanterie ; aussi la municipalité a-t-elle décidé que le magnifique projet du professeur Canzio serait exécuté plus tard pour le service expiatoire qui aura lieu dans la cathédrale. D'après le bruit qui court, le ministre de l'intérieur, avec une députation des chambres, se rendrait à Gênes pour recevoir au débarquement la dépouille de Charles-Albert.

NICE, 3 *septembre*.— *L'Écho des Alpes maritimes* annonce que M. Lazzarini, ministre de la justice de la République romaine, est mort à Nice, dans la nuit du vendredi au samedi. Il se rendait à Gênes pour y rejoindre sa famille.

Toscane. — FLORENCE, 1er *septembre*. — Aujourd'hui même est arrivé un événement qui pouvait avoir les suites les plus terribles. La forteresse dite da Basso est gardée par une compagnie d'artilleurs toscans, et un nombre beaucoup plus considérable d'Autrichiens. Pour une cause très-légère une vive querelle s'étant élevée, des mots on en vint aux faits, et une mêlée très-vive, dans laquelle il fut fait usage des baïonnettes, s'engage entre les soldats des deux nations. Les Toscans, se trouvant inférieurs en nombre, coururent à leurs canons et les pointèrent contre la caserne occupée par les Autrichiens. Divers officiers accoururent et empêchèrent les canonniers de faire feu. Après quelques heures le calme était rétabli.

Du côté des Autrichiens il y a eu des blessés et des morts; du côté des Toscans seulement queques blessés.

Les Toscans et les Autrichiens ne s'entendent guère, et un jour ou l'autre il peut arriver des événements beaucoup plus graves.

3 *septembre*.— On lit dans le *Statuto* :

Nous pouvons assurer que le général Rostolan a reçu de Paris l'ordre formel d'empêcher que, pendant l'occupation de Rome par les troupes françaises, il se commette aucun acte qui soit en opposition avec les intentions exprimées dans la lettre du président de la République.

Etats romains. — ROME, 1er *septembre*. — Dans le *Giornale di Roma* du 1er septembre, nous remarquons que les actes de l'autorité française qui, jusqu'à présent, avaient été placés à la partie non officielle figurent maintenant à la partie officielle.

La garde suisse est rétablie et monte la garde au Vatican. Les finances sont dans l'état le plus déplorable; hier il n'y avait pas un sou pour payer les fournitures militaires, et à trois heures on parvint à grand'peine à se procurer mille écus pour payer un à-compte au fournisseur de pain, qui refusait d'en donner à la troupe.

D'après la démission du prince Gabrielli, le pape a nommé le prince Orsini au ministère de la guerre. Il s'est rendu à Gaëte pour recevoir ses instructions. On assure que la commission pontificale sera destituée.

Le général Rostolan veut que dans deux semaines tout soit terminé; 2,000 Espagnols voulaient aller prendre leurs quartiers à Tivoli; le général Rostolan s'y est opposé. Rome continue à tenir une attitude très honorable.

On répand le bruit que dans le cas où les négociations avec Gaëte ne produiraient pas ce résultat, d'assurer aux Romains les libertés réclamées par la généralité des citoyens, le gouvernement français ordonnera au général Rostolan de prendre en main toute l'autorité qui a été jusqu'à présent exercée par la commission. Si cette mesure n'a pas été prise encore, c'est que la France ne désespère pas d'obtenir quelque chose par les négociations. Il est douteux qu'elle y parvienne.

Quatre officiers français se sont rendus à Gaëte, pour porter leurs hommages au saint père, et l'engager à retourner dans sa capitale. On prétend que le pape a répondu en ces termes : Je ne retournerai pas à Rome, jusqu'à ce que je voie la France agir avec loyauté. Elle prétend me dicter la loi; elle ignore donc que je ne peux, que je ne dois, que je ne veux accepter en fait de gouvernement que ce que je croirai utile, et que d'ailleurs il me faut le consentement des cardinaux.

Si la France continue à agir comme elle fait nous nous repentirons de la confiance que nous avons mise en elle, et plutôt que de céder nous transporterons ailleurs le saint siége, chez des puissances catholiques qui partagent nos sentiments et qui ne nous obligerons pas d'adopter une fausse voie.

D'après ce que disent quelques officiers français, si le pape n'accorde pas les libertés qu'il a promises, y compris la constitution, la France se verra forcée de créer un gouvernement provisoire.

Il se fait quelques impressions clandestines. Ce matin on voyait affichées des proclamations aux Français et contre le gouvernement clérical. Le mécontentement populaire est très grand.

MALTE, 24 *août*. — A notre arrivée à Malte, et le même jour, est arrivé, de retour dans ce port, un bâtiment sous pavillon maltais, avec plus de 150 exilés siciliens. Ce sont les mêmes dont les journaux ont parlé comme errant depuis plusieurs mois, et que nulle terre ne veut accueillir. Il est impossible de décrire la misère, les privations que ces malheureux ont eu à souffrir. De retour à Malte, après quatre mois de navigation, le gouvernement anglais ne veut permettre à aucun d'entre eux de mettre le pied à terre. En attendant, les maladies commencent, et déjà dix ou douze sont morts de souffrances et de misère. Le *monstre* de Naples, consulté par le gouvernement anglais, lui a répondu d'envoyer le vaisseau qui porte ces malheureux dans un de ses ports, où il les fera tous mettre au bagne.

(*Concordia.*)

SUISSE.

Berne. — La Suisse est maintenant remplie d'émissaires et d'espions envoyés par les puissances de l'Europe; si ces hommes avaient pour rôle unique de chercher à découvrir ce qui se passe chez nous, ils ne seraient pas à craindre; leur présence n'aurait rien d'inquiétant pour nous. Mais il n'en est pas ainsi; leur mission est de s'entendre avec les aristocrates et de prêcher au peuple le retour aux vieilles institutions.

En même temps, la presse allemande signale de prétendus complots que les réfugiés en Suisse ourdissent contre l'Allemagne. De cette manière on travaille le peuple suisse et nos voisins, on les pousse à la guerre l'un contre l'autre, le tout pour procurer aux puissances le droit d'intervenir dans nos affaires. Voilà un plan dont personne ne peut plus douter.

(*Helvétie.*)

—On écrit à l'*Argauer-Zeitung* qu'au dessous de Lauffenbourg des soldats prussiens ont envoyé à travers le Rhin une quarantaine de balles en Suisse. Cette nouvelle est confirmée par les lignes suivantes empruntées au *Schweiger-Bote* :

« Samedi, on a beaucoup tiré à Rhine, près de Lauffenbourg; les coups étaient dirigés sur la rive suisse du Rhin. Deux hommes qui se baignaient et plusieurs laboureurs ont été obligés de courir derrière une voiture pour se mettre à l'abri des balles. On ne connaît pas le sujet de ce nouvel exercice. »

ESPAGNE.

On lit dans la *Nacion*, journal de Madrid.

« La *Esperanza* d'hier, en parlant des troupes russes et autrichiennes qui se dirigent vers le Voralberg pour prendre position sur les frontières de la Suisse, propose la suppression de la République helvétique et sa conversion en monarchie. On mettrait sur ce nouveau trône Louis-Napoléon Bonaparte, en récompense, dit le journal carliste, de la conduite de ce président de la République française, beaucoup meilleure que celle de beaucoup de souverains légitimes.

» La combinaison est curieuse. Et en France, qui prendra-t-on ? Cela va sans dire : Henri V. Et en Espagne ? C'est

aussi clair : le roi que reconnaît l'empereur Nicolas.

MADRID, 4 *septembre*. — Il paraît que le gouvernement songe à s'occuper sérieusement de nos possessions en Afrique; quant à présent, il se bornera à envoyer à Melilla deux bataillons et deux escadrons, qui doivent être maintenant arrivés.

Le retour à Algésiras de l'expédition précédente n'a pas été motivée par les traités que nous supposions exister entre notre gouvernement et l'empereur de Maroc. Ce retour a une autre cause. C'est le général Clacou qui avait pris la liberté de renvoyer cette expédition, et le gouvernement a mis tous les frais qu'elle a occasionnés à la charge de ce général. (*El Pais.*)

ALGÉRIE.

On lit dans le *Moniteur algérien* du 5 septembre :

« Les tribus marocaines qui s'étaient indûment répandues sur notre territoire au commencement du mois dernier, se sont retirées sans résistance devant la colonne sortie de Tlemcen sous les ordres de M. le général de Mac-Mahon, et les troupes étaient rentrées le 15 août dans leurs garnisons, après une longue et pacifique tournée. L'autorité marocaine d'Oudcha avait même pris, dans cette circonstance, une attitude convenable et avait efficacement contribué à prévenir l'emploi de la force.

» Cependant, à peine rentré, M. le général de Mac-Mahon apprit que déjà des bandes armées se rencontraient dans les environs de Sebdou, fournies comme à l'ordinaire par les fractions dissidentes de la tribu algérienne des Ouled-el-Nahr. Ces fractions ne comptant point, en cette saison, sur un nouveau mouvement de troupes, avaient même franchi la frontière et s'étaient rétablies dans leur pays, autour du marabout de Sidi-Abdallah-Msa-Beni-Hamélil.

« Une bande de cavaliers avait aussi attaqué, non loin de Lalla-Maghrnia, trois colons français, les sieurs Sylvestre, Bellanger et Lory, voyageant en compagnie de sept indigènes habitants de Nedroma; mais cette petite troupe, donnant un exemple excellent à suivre, avait fait bon usage de ses armes, tué l'un des assaillants, en avait démonté deux et dégoûté les autres de l'inquiéter plus longtemps.

« Bien informé de la position des Ouled-El-Nahr, M. le général de Mac-Mahon résolut de faire une nouvelle tentative pour les surprendre.

» Rendez-vous fut donné le 23 août sur la Tafna, à la cavalerie de Nemours, à celle de Tlemcen (3 escadrons du 2e chasseurs d'Afrique et 1 escadron du 2e spahis), et à 300 cavaliers des goums de la subdivision. Le 24, à quatre heures du soir, on partit à travers les bois et les défilés du pays des Beni-Senours et des Beni-Bou-Saïd.

» En même temps, la petite garnison de Sebdou sortait, renforcée par les contingents à pied et à cheval des Beni-Ouriach et des Beni-Ournid.

» Malgré l'excessive difficulté d'une marche de nuit, pour la cavalerie, dans cet inextricable pays, on arriva vers sept heures et demie du matin, le 25, sur les douars qui fuyaient vers la frontière.

» La résistance fut vive et coûta à nos auxiliaires 2 tués, 8 blessés, une vingtaine de chevaux tués ou blessés, sans compter ceux qui étaient morts de fatigue sur la route.

» Les Ouled-el-Narh ont eu 30 hommes et 20 chevaux tués; 130 tentes prises sur les chameaux qui les portaient, des milliers de moutons, de chèvres, un assez grand nombre de bœufs sont restés entre les mains de notre cavalerie et du goum.

» La plus grande partie de ces troupeaux est morte de fatigue et de faim ou s'est égarée dans les bois qu'on devait traverser pour regagner Sebdou.

» La leçon n'en sera pas moins rude pour les Ouled-el-Nahr et les fera peut-être renoncer aux brigandages qui leur attirent de si vigoureuses représailles.

» L'ordre et la tranquillité ne laissent rien à désirer dans le reste de la province d'Oran. L'achour s'y paie avec une extrême facilité.

» Nous devons citer néanmoins l'arrestation, dans le Djebel-Aamour, d'un personnage qui, se faisant passer pour chérif, excitait les populations à la guerre sainte. Il a été livré sans difficulté, par la tribu des Makna, à M. le chef du bureau arabe de Tiaret, qui le réclamait d'ailleurs à la tête d'un goum de 300 chevaux.

» On se rappelle l'agitation qui éclata, dans le courant de 1845, chez plusieurs tribus des provinces d'Alger et d'Oran, à l'instigation des chérifs qui tous se donnaient le nom de Mohamed-ben-Abdallah-bou-Maza.

Ces précurseurs du retour d'Abd-el-Kader sur la scène, et surtout le vrai Bou-Maza, aujourd'hui bourgeois de Ham, nous donnèrent dès leur apparition de sérieux embarras. Le même succès ne paraît pas promis, du moins jusqu'ici, aux chérifs qui essaient, cette année, le même rôle.

» Un prétendu chérif, disons-nous, a été livré au chef du bureau arabe de Tiaret.

» Un autre intrigant qui a essayé de prêcher dans le cercle de Cherchell, se cache avec trois ou quatre adhérents, pour échapper aux recherches de l'agha Ghobrini. Il n'a point encore été livré, mais personne ne l'a écouté.

» Pourtant le plus important de ces fanatiques, le Bou-Maza du Jurjura, l'hôte de Si-Djoudi ne fait pas de progrès; on lui oppose la force d'inertie, on lui refuse concours, on l'invite à quitter le pays pour ne point attirer la vengeance des Français.

» Rien ne fait donc prévoir, quant à présent, la nécessité d'entreprendre aucune opération militaire sérieuse de ce côté ni dans aucune autre partie de la province d'Alger.

» Dans la province de Constantine, nous ne pouvions espérer de chance meilleure que de gagner l'automne sans que l'état des affaires s'empirât à Biskara, de manière à précipiter notre action. La saison s'avance, et nous n'avons rien appris de plus fâcheux. On sera bientôt en mesure de réparer le mal accompli.

» Un premier succès nous est acquis par la soumission entière des Ouled-Sahnoun.

» M. le général Herbillon, sur leur instante demande, a consenti à les faire sortir du commandement de Si-Mokran pour passer sous le caïd Si Mokhar-Ben-Deka qui, depuis plusieurs années, administre avec succès les Ouled-Sellem, et les Ouled-Ali-Ben-Sabor.

» Les principaux chefs de la tribu sont venus à Constantine remercier le général de cette concession et protester pour l'avenir de leur bonne conduite.

» Rien de nouveau ne s'est produit du côté de Zouagra, ni dans le reste du Sahel, de Collo et Djijelli; quelques tribus placées en dehors de notre influence se font la guerre. — Nous pouvons rester spectateurs de ces querelles.

» Si l'on excepte l'affaire des Zibans, qui appelle un prompt remède, rien, comme on peut le voir par cet exposé, ne périclite en Algérie. L'adoucissement précoce, cette année, de la température et l'état sanitaire de l'armée, généralement très bon dans les divisions d'Alger et d'Oran, sont aussi deux circonstances très favorables.

« Nous terminerons cet article comme nous en avons terminé beaucoup d'autres. Il faut toujours se tenir sur ses gardes et prêts à agir au premier signal; l'armée est prête pour les travaux d'utilité publique, si l'état du pays ne lui impose pas d'autre occupation en automne, prête aussi à combattre si, contre notre attente, quelque prédicateur fanatique entraîne encore une fois les Arabes. »

ILES BRITANNIQUES.

Le *Morning Chronicle*, dans un long article intitulé : *les Partis en France*, prédit une prochaine dissolution de l'alliance légitimiste et des orléanistes avec le président.

Le *Times* consacre une vaste partie de ses colonnes à des plaisanteries sur les meetings qui ont eu lieu dernièrement en Angleterre en faveur des Hongrois, et se répand, une fois de plus, en exaltations sur le triomphe de l'Autriche et de son souverain légitime; mais ce qui perce de vrai en tout cela, c'est que les Anglais ne sauraient guère approuver et encore moins appuyer en Hongrie ce qu'ils redoutent et combattraient au besoin en Irlande.

Il est assez curieux de voir les journaux tories, le *Standard* et le *Morning-Post*, approuver chaleureusement les intentions de la lettre du président de la République française à M. Edgar Ney; la première de ces feuilles y ajoute cependant pour correctif qu'avec l'amnistie, la sécularisation du pouvoir et le code Napoléon, les Romains pourraient se passer quelque temps encore d'un gouvernement libéral, c'est à dire constitutionnel, lequel, d'après l'opinion du *Standard*, ne convient tout à fait qu'à des Etats comparativement puissants, parce que là un bon régime d'administration intérieure ne saurait être garanti suffisamment du dehors!

Une correspondance de Vienne dans la *Gazette d'Augsbourg* du 6, en parlant du séjour actuel du duc de Nemours auprès de son père dans la capitale de l'Autriche, contient cet aveu remarquable : « Il paraîtrait que, malgré le peu de penchant de la majorité du Peuple français pour les institutions républicaines, les princes eux mêmes (les fils de Louis-Philippe) ne rêvent pas seulement à la possibilité d'une révolution en faveur, soit de la branche aînée, soit de la branche cadette des Bourbons; ils croient de plus que, dans l'éventualité d'un changement de forme gouvernementale dans leur pays, il ne sera donné de se mettre à la tête de la nation française qu'à celui qui se trouvera en état de lui assurer l'ordre au-dedans, la gloire et le poids au dehors. »

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* contient dans sa partie officielle 1° un rapport sur l'organisation du conseil général de la Seine;

2° Un décret du président de la République nommant la commission départementale de la Seine composée de la manière suivante :

MM. Arago, membre de l'Institut; d'Argout, gouverneur de la Banque; Bixio, représentant; Boissel, ancien représentant; Boulatignier, conseiller d'Etat; Bourdon, négociant; Bonjean, avocat à la cour de cassation; Buchez, ancien représentant; Chevalier, ancien juge au tribunal de com.; Delestre, peintre; Paul Delaroche, memb. de l'Inst.; Dupérier, négociant; Eck, membre du conseil des prud'hommes; Devinck, président du tribunal de commerce; Fleury, vice-président au tribunal de première instance de la Seine; Flon, pharmacien; Galis, avocat; Lanquetin, négociant; Manceaux, négociant; Moreau (de la Seine), représentant; Moreau (Ernest), avoué; Pelouze, membre de l'Institut; Périer, juge de paix; Peupin, représentant; Ramond de la Croizette, colonel de la 4e légion de la garde nationale; Riant, ancien notaire; Ribérolles, conseiller à la cour des comptes; Hor. Say, c. d'Etat; Ségalas, médecin; Mortimer Ternaux, représentant; Edouard Thayer, directeur général des postes; Thibault (Germain), négociant; Thierry, médecin; Tronchon, avoué; Vavin, représentant; Vieillard, représentant.

Pour l'arrondissement de Saint-Denis : MM. Ferdinand de Lasteyrie, représentant; Possoz, ancien maire de Passy; Prélard, maire de La Villette; A. Thayer, propriétaire,

Pour l'arrondissement de Sceaux : MM. Garnon, maire de Sceaux, représentant; Lejemptel, juge de paix; Labbé, maître de postes à Alfort; Picard, maire d'Ivry.

Art. 2. Les trente-six membres de la commission départementale nommée pour Paris formeront la commission municipale provisoire de cette ville, conformément à l'art. 14 de la loi du 20 avril 1834.

— Par arrêté de M. Pontonnier, préfet par intérim de la Seine, en date du 7 courant, et placardé hier au soir dans Paris, une enquête de quinze jours a été ouverte aujourd'hui aux première et quatrième mairie de Paris, sur le projet de prolongement de la rue de Rivoli jusqu'à la rue de la bibliothèque, c'est à dire à la place de l'oratoire et comme conséquence du dégagement complet de la place du Carrousel.

Voici le tableau résumé des propriétés à exproprier pour l'exécution du projet dont s'agit :

1° L'hôtel de Nantes, planté comme un I sur le Carrousel.

2° Dix maisons, rue et impasse du Doyenné.

3° Huit formant l'îlot des Quinze-Vingt, Montpensier et de Valois.

4° Seize formant l'îlot des rues de Chartres, Rohan et Montpensier.

5° 29 formant celui des rue du Musée, du Carrousel et St-Thomas-du-Louvre;

6° 9 formant celui des rues St-Thomas, de Chartres et la place du Carrousel;

7° 15, formant l'îlot des rues Pierre Lescot et du Musée;

8° 7, formant celui des rues de la Bibliothèque et du Chantre.

L'alignement de la rue de Rivoli prolongée effleure la place du Palais-National au sud et absorbe en totalité la place du Chantre.

Pour dégager le Carrousel d'une manière complète et pour livrer passage à la rue prolongée de Rivoli, la ville aura à acheter quatre-vingt quinze maisons sans compter les écuries et la caserne de la rue St-Thomas qui appartiennent à l'Etat.

Enfin, quatre rues seront entièrement effacées; ce sont les rues des Quinze-Vingt, St-Thomas-du-Louvre, de Chartres et Montpensier.

— On veut bien nous communiquer les détails suivants sur le duc et la duchesse de Bordeaux; ils sont extraits d'une lettre particulière. C'est une femme qui écrit :

- Je te dirai, si toutefois cela peut t'intéresser, que nous avons vu le duc et la duchesse de Bordeaux, nous les avons vu arriver et partir en bateau à vapeur. En quittant Ems ils ont été à Mayence d'où ils sont venus à Coblentz, le lundi 27 août à midi, et ils sont repartis à trois heures le même jour pour Cologne; je les ai bien vus : le duc de Bordeaux n'est pas aussi caricature qu'on le dit, Il a même une figure régulière, il est très blond, il porte barbe et moustache, il est d'une taille moyenne, il boîte, il est gros, mais cela n'est pas encore ridicule; il a l'air passablement bête, mais d'une bonne et simple bête; sa femme est grande, maigre, jaune, en un mot, laide, même très laide, mais elle a une figure expressive et spirituelle; je crois que c'est elle qui est l'homme dans le ménage. J'ai vu aussi M. Larochejacqueleih. Quant à la foule de visiteurs qui ont fait, à ce que l'on dit, le voyage pour les voir, il paraît qu'ils étaient repartis, car il y avait fort peu de monde, quand ils sont partis en bateau à vapeur, pour leur faire leurs adieux.»

— Le jury vient de prononcer un verdict d'acquittement en faveur du *National de l'Ouest*, qui avait été condamné le 5 juillet, par défaut, à cinq ans de prison, 6,000 francs d'amende, 200 placards, l'insertion au *Moniteur* et aux frais.

Trois chefs d'accusation pesaient sur le citoyen Victor Mangin père, gérant; ils ont été divisés en vingt-trois questions, toutes résolues négativement.

La défense a été présentée par M. Desmarets, avocat du barreau de Paris, et Waldeck Rousseau, avocat du barreau de Nantes.

M. Crémieux, empêché de parler par une indisposition, était assis au banc de la défense.

« Mercredi, ajoute le *National de l'Ouest*, duquel nous extrayons les précédents détails, nous comparaîtrons, pour la troisième fois devant les assises. Nous serions sans inquiétude sur cette nouvelle épreuve, lors même que le verdict du jury ne serait pas venu redoubler notre confiance. Mercredi, comparativement à aujourd'hui surtout, il n'y a pas de procès, et nous en sommes à nous demander encore comment la poursuite a pu venir jusqu'à la porte du prétoire et comment elle la franchira.

« Notre défense sera présentée par MM. Desmarets et Waldeck-Rousseau. »

— Mardi, à huit heures du soir, la foudre est tombée au Plessis, commune de Couëron, sur un vaste bâtiment d'exploitation.

L'incendie s'est immédiatement développé dans des proportions effrayantes; la maison et dix-huit mille kilogrammes de foin ont été consumés.

— On lit dans le *Progrès* de la Corse :

Les prisonniers romains en dépôt à Saint-Florent et à Bastia ont été embarqués jeudi dernier, au soir, sur le *Sané*, qui doit les ramener à Civita-Vecchia. Ces braves étaient au nombre de 400. Et remarquez bien ce singulier hasard ! Sur les 400 prisonniers, on ne compte guère que *vingt Lombards* ! Tous les autres, c'est-à-dire *trois cent quatre-vingts*, appartenaient, au contraire, à la République romaine... aux États du pape, voulions nous dire, et... nous en demandons fort humblement pardon au cardinal Oudinot ainsi qu'au très révérend fra Falloux.

Quoi qu'il en soit, en présence d'un chiffre aussi significatif, que deviennent les affirmations de M. Barrot? Le vertueux ministre persistera-t-il toujours à dire qu'il n'y avait que des étrangers dans les rangs de l'armée romaine?

— Aux chiffres si charitablement désignés par le *Tempo* pour les victimes du despotisme napolitain, nous ajouterons aujourd'hui le nombre de 3,800 prévenus en matière politique dans l'étendue du royaume, sans compter 7,700 émigrés environ; sous peu nous pourrons additionner ceux de Venise. Quant aux états de Rome, le château Saint-Ange et les autres prisons en regorgent. Nous n'oublierons pas ceux de la Lombardie, et après nous demanderons au *Tempo* si les feuilles anarchiques et démagogiques sont pleines de mensonges et d'exagérations, et si les démocrates, pendant qu'ils étaient au pouvoir, se sont vengés aussi cruellement de leurs ennemis.

— On lit dans le *Moniteur de l'Armée* :

« La vieille garde impériale, à la tête de laquelle Napoléon plaça toujours des chefs d'élite, ne compte plus aujourd'hui que six des généraux qui l'ont commandée. Voici leurs noms, avec la date de la promotion au grade :

» Le maréchal Soult de Dalmatie, colonel général des chasseurs à pied (1804);

» Le général de brigade Colbert, colonel du 2e régiment de chevau-légers-lanciers (16 mars 1811);

» Le général de division Ornano, colonel, commandant les dragons (21 janvier 1813);

» Le général de brigade Pelet, adjudant-général des chasseurs à pied (28 novembre 1813);

» Le général de brigade petit, major commandant le 1er régiment des grenadiers à pied (20 novembre 1813), et colonel (19 avril 1815);

» Le général de brigade Harlet, colonel-major du 4e régiment de grenadiers (19 mai 1815).

» Cette liste ne comprend que les généraux de la vieille garde impériale; nous la compléterons par celle des généraux de la jeune garde. »

— Voici le mouvement hebdomadaire de la caisse d'épargne de Paris :

Versements reçus par la caisse d'épargne de Paris les dimanche 9 et lundi 10 septembre, de 2.693 déposans, dont 410 nouveaux, 425,647 fr.

Remboursements effectués la semaine dernière à 337 déposans, dont 137 soldés, 55,573 fr. 12 c.

Rentes achetées à la demande des déposants pendant la même semaine pour un capital de 21,655 fr. 60.

Avis. — Les déposants dont les comptes ont été convertis en rentes sont de nouveau invités à retirer leurs livrets de compensation à la caisse centrale, tous les jours de la semaine, les dimanches et les lundis exceptés.

Les inscriptions de rentes provenant de la conversion sont pareillement à la disposition de ceux des déposans qui ne les ont pas encore retirées.

— Le directeur des Beaux-Arts a l'honneur d'informer le public qu'à partir du mardi 11 septembre, jusqu'au dimanche inclusivement, il sera fait, dans l'Orangerie du Louvre, une exposition publique et spéciale des ouvrages qui ont été l'objet d'une *récompense* et de ceux qui ont été *acquis* pour le compte de l'Etat à la suite de l'expostiion.

On entrera par le quai, de dix à quatre heures.

Le vendredi, 14 septembre (jour réservé), on entrera de huit à six heures. Il sera perçu ce jour là une rétribution de *un franc*, comme par le passé.

— Nous considérons comme un devoir de donner de la publicité à tous les faits honorables qui se produisent dans l'armée, aussitôt qu'ils nous sont signalés. Nous l'accomplissons aujourd'hui, en citant le zèle avec lequel les militaires du 1er bataillon du 7e léger, en garnison à Mersal, se sont empressés de prêter leur concours à la malheureuse population de la petite commune d'Hérancourt (Meurthe), cruellement décimée par le choléra.

Non seulement ce bataillon a fourni gratuitement les travailleurs nécessaires pour couper et rentrer la moisson, mais aussi ceux qui étaient indispensables pour assurer les derniers devoirs à rendre aux nombreuses victimes de l'épidémie.

Rien ne doit étonner quand on cite un acte de courage et d'héroïsme du soldat français, accompli sur le champ de bataille; mais on aime à le voir unir à ces brillantes qualités, récompensées par la gloire, celles d'une charité dévouée qui s'exerce modestement et sans ostentation, dans un obscur village, et loin de toute pensée de rémunération. (*Moniteur de l'armée.*)

— L'ouverture de la célèbre foire de Saint-Cloud, hier dimanche, a été très brillante et très animée.

Plus de 500 marchands forains et saltimbanques sont alignés dans la grande allée des Cascades.

— On remarque en ce moment un singulier phénomène au bas de l'escalier qui conduit du lit de la Seine sur le quai de la Mégisserie, en face de la rue Bertin-Poirée. C'est une limpide et abondante fontaine qui vient de sourdre à plusieurs pieds au dessus du niveau des eaux de la Seine. Tous les habitants du quartier vont y puiser l'eau qui leur est nécessaire, cette eau étant de première quantité d'ailleurs.

— Nous apprenons que le consul de France à San-Francisco a fait, avec l'aide d'un officier de la *Poursuivante*, le plan de cette ville et de ses environs. Ce travail complète celui qui a été exécuté par la *Vénus*, et qui est destiné à remplacer celui de l'atlas de Lapeyrouse, d'une exécution magnifique, mais trop ancienne.

— On annonce que le bey de Tunis, qui avait concédé à une compagnie particulière la pêche du thon le long des côtes de la régence, va rendre libre désormais cette industrie maritime. Ceux qui voudront se livrer à cette pêche devront seulement payer une patente, dont le produit sera plus considérable pour le gouverment tunisien que celui du montant du fermage payé par le concessionnaire.

— Hier soir, à 9 heures, la commune de Montmartre a été le théâtre d'un assassinat commis sur la personne d'un vieillard. Ce dernier prenait fort tranquillement son repas au *Petit Ramponneau*, lorsque, après une légère discussion soulevée à propos d'un verre de vin, il reçut de son provocateur un violent coup de couteau dans la région du sein gauche.

Plusieurs personnes s'emparèrent de l'assassin, qu'ils conduisirent en lieu sûr.

Quant au malheureux blessé, on l'a immédiatement transporté à l'Association fraternelle des Cuisiniers réunis, où les soins les plus empressés lui ont été prodigués par les propriétaires de l'établissement et le citoyen Billault, pharmacien voisin.

L'état de la victime donnait ce matin, les plus sérieuses inquiétudes.

Il est juste de faire remarquer, à cette occasion, que l'Association fraternelle des Cuisiniers réunis, établie Chaussée de Clignancourt, 15, à Montmartre, n'est point comme on l'a dit une succursale du *Petit Ramponneau*. Cet établissement n'a rien de commun avec celui du sieur Nicolet.

— On nous annonce comme devant paraître dans quelques jours une brochure pleine de verve et d'a-propos, sous le titre piquant de : *Plus de tiare, par un catholique*.

— Le siége de la société fraternelle des ouvriers fumistes, est transféré rue Poultier, n° 8, Ile Saint-Louis.

— Nous avons reçu aujourd'hui le premier numéro d'un nouveau journal démocratique : le *Correspondant de Paris*. Cette feuille paraît du 1er au 10 de chaque mois. Le prix d'abonnement est de 3 francs par an. Les bureaux sont situés, Palais-National, galerie Valois, 185.

Bourse de Paris du 10 septembre.

Avant la Bourse. — Il y avait ce matin de la fermeté au passage de l'Opéra. La rente avait fait 89 50, mais à l'entrée en Bourse on est tombé tout à coup à 89 25 lorsque l'on a appris qu'il n'y avait pas d'escompte, ou du moins qu'on escomptait que le chiffre insignifiant de 2 500 r. de 5 0/0. Il paraît qu'une forte admonestation a été faite à certain agent de change qui par leurs nombreux escomptes avaient rendu les affaires impossibles et faisaient du parquet le compte des haussiers, lorsqu'il doit toujours rester neutre entre les joueurs à la hausse et à la baisse.

Bourse, une heure. — La rente était faible au début à 89 10 et elle a fléchi aussitôt à 88 90, mais on a fait de grands efforts pour la relever et l'on est parvenu à faire coter un moment 89 30. Ce prix n'a pas pu se soutenir, et on retombé encore une fois à 89.

Il n'était question que de l'imminence d'une crise ministérielle, M. de Falloux ne paraissait pas pouvoir rester plus longtemps dans le cabinet après le démenti formel qu'il a fait adresser ce matin dans le *Moniteur* à la note communiquée hier soir à la *Patrie*.

On a répandu le bruit que l'on ne savait plus où se trouvait le pape, et que d'après les dernières nouvelles il n'était plus ni à Gaëte ni à Naples.

Deux heures. — La hausse continue, le comptant est très offert sur le 5 0/0 de 88 90 à 88 95. Quelques ventes importantes ont été opérées par plusieurs agents de change.

Trois heures. — Les cours sont tombés à 88 60 et restent à 88 25 offert. La spéculation paraît se retourner et se mettre à la baisse, aussi les cours à terme sont encore une fois en déport sur le comptant.

La rente 3 0/0 a fait 56 25 et 56 30, elle est tombée à 55 90, elle reste à 56 au comptant.

La Banque de France a varié de 2,365 à 2,370, les Quatre Canaux ont fait 1,095, les jouissances à 80, le canal de Bourgogne a monté de 20 à 940, la Vieille Montagne à 2,800.

Les obligations anciennes de la Ville ont monté de 5 à 1,255, les nouvelles de 7 50 à 1,182 50, les obligations de la Seine ont fléchi de 2 50 à 1,090.

Les actions du Nord ont fléchi de 2 50 à 442 50, Strasbourg de 3 75 à 356 25, Vierzon de 5 à 315, le Havre de 2 50 à 267 50, Versailles (rive droite) de 1 25 à 212 50, la gauche de 2 50 à 170, Marseille de 1 25 à 225.

La dette intérieure d'Espagne a fléchi de 1/2 à 27 3/8, l'emprunt Romain était à 78 1/2, le nouvel emprunt du Piémont a monté de 5 à 860, l'emprunt Belge 1840 de 3/8 à 96 5/8, celui de 1842 de 1/4 à 97.

Après la Bourse à quatre heures, le 5 0/0 était à 88 55 offert.

VALEURS FRANÇAISES.

AU COMPTANT.	1er cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Clôture précéd.
5 0/0 j. du 22 mars. .	88 90	89 90	88 70	88 80	89 40
4 1/2 0/0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	80 »
4 0/0 j. du 22 mars. .	» »	» »	» »	» »	72 »
3 0/0 j. du 22 déc. . .	56 25	56 30	55 90	56 »	56 40
Action de la Banque.	2365 »	2370 »	2365 »	2370 »	2365 »
Obligations de la Ville	1090 »	1092 50	1090 »	1090 »	1090 »
4 canaux avec prime.	1095 »	» »	» »	1095 »	1091 25
4 can., Act. de jouis...	80 »	» »	» »	80 »	80 »
Bourgogne, j. d'avril.	940 »	» »	» »	940 »	920 »
Bourgogne, Act. de j.	» »	» »	» »	» »	60 »
Caisse hypothécaire..	132 50	» »	» »	132 50	132 50
Mine de la Grand'-Combe.	» »	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne	2800 »	» »	» »	2800 »	2800 »

VALEURS ÉTRANGÈRES.

Récép. de Rothschild....	» »	Belgique, Emp. 1840..	96 5/8
Emprunt romain.........	78 1/2	Belgique, Empr. 1842.	97 »
Emprunt d'Haïti.........	» »	Belgique, Trois 0/0......	» »
Espagne, dette active...	» »	Belgique, Banque (1835)	» »
Dette diff. sans intérêt..	» »	Deux 1/2 hollandais....	» »
Dette passive.............	» »	Empr. portugais 5 0/0..	» »
Trois 3 0/0 1841...........	» »	Emprunt du Piémont..	860 »
Dr Dette intérieure.......	27 3/4	Lots d'Autriche..........	» »

CHEMINS DE FER. (COMPTANT.)	1er cours.	Dernier cours.	Clôture précédent
Saint-Germain,	430 »	430 »	430 »
Versaille, R. D.	212 50	212 50	213 75
Versailles, R. G.	170 »	170 »	172 50
Paris à Orléans,	771 25	771 25	768 75
Paris à Rouen,	» »	» »	540 »
Rouen au Havre,	265 »	267 50	270 »
Avignon à Marseille,	225 »	225 »	227 50
Strasbourg à Bâle,	105 »	105 »	106 25
Du Centre,	317 50	317 »	320 »
Amiens à Boulogne,	175 »	175 »	» »
Orléans à Bordeaux,	» »	» »	408 75
Du Nord,	443 75	442 50	443 75
Paris à Strasbourg,	358 75	357 50	358 75

L'un des Rédacteurs Gérant : ALPHONSE HERMANT.

PARIS. — Imprimerie centrale des chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX et Ce, rue Bergère, 20.